



9 avril 2020

Au Premier ministre du Canada :

Justin Trudeau

À la Première et aux Premiers ministres des provinces et territoires du Canada :

Caroline Cochrane

Jason Kenney

Brian Pallister

Dwight Ball

Dennis King

Joe Savikataaq

Doug Ford

François Legault

Sandy Silver

Blaine Higgs

Stephen McNeil

John Horgan

Scott Moe

Objet : Les droits humains doivent être au cœur des réponses apportées pour contrer la COVID-19

Monsieur le Premier Ministre du Canada,

Madame et Messieurs les Premiers Ministres des provinces et des territoires,

En ces moments sans précédent, où l'heure est grave en matière de santé publique, tant sur le plan national qu'à l'échelle mondiale, où la crise sanitaire se conjugue à une crise économique, nous reconnaissons les immense défis auxquels vos gouvernements sont confrontés et nous apprécions les mesures extraordinaires qui ont été prises pour contrer la propagation de la COVID-19, tout en apportant rapidement des mesures d'aide pour les personnes et les communautés touchées de plein fouet par la crise, notamment sur le plan économique.

C'est en de pareils moments que les principes des droits humains offrent le cadre nécessaire pour orienter les mesures devant être mises en place par vos gouvernements, ainsi que les balises qui doivent être respectées. L'approche basée sur les droits humains permet, entre autres, de s'assurer que les personnes et les communautés marginalisées et les plus à risque ne soient pas laissées pour compte.

50, RUE STE-CATHERINE OUEST, BUREAU 500

MONTRÉAL (QUÉBEC) H2X 3V4

TÉLÉPHONE 514.766.9766

SANS FRAIS 1.800.565.9766

www.amnistie.ca

C'est dans ce but que 300 organisations et personnes, de tout le pays, appuient la déclaration ci-jointe, insistant auprès de vos gouvernements sur l'importance de mettre les droits humains au cœur de vos réponses pour lutter contre la COVID-19.

Vous constaterez que cet appel est largement soutenu : par des organisations autochtones, de défenses des droits humains, des droits des travailleurs et travailleuses, des droits des personnes handicapées, des droits des femmes et de l'égalité des genres, des droits des enfants, des droits des prisonnières et prisonniers, ainsi que des associations de développement international, de lutte anti-pauvreté, de lutte contre le racisme, de lutte pour l'environnement, et de nombreuses autres organisations, de même que par des professeur.e.s de droit, d'autres universitaires, des leaders religieux, d'anciens politiciens et politiciennes et autres personnalités canadiennes.

Nous serions heureux de pouvoir vous rencontrer, ou des personnes qui vous représentent, virtuellement bien entendu, afin de discuter davantage de cette proposition,

Sincèrement,



France-Isabelle Langlois
Directrice générale
Amnistie internationale Canada francophone



Alex Neve
Secrétaire général
Amnesty International Canada English
speaking Branch